



**Compte-rendu – sixième petit-déjeuner E.Leclerc/ESCP Europe**  
de la Chaire « Prospective du Commerce dans la Société 4.0 »  
organisé le 3 mai 2017 :

« Droit et régulation de l'ubérisation »



Le petit-déjeuner du 3 mai 2017 de la Chaire E.Leclerc/ESCP Europe « Prospective du commerce dans la société 4.0 » avait pour thème : « Droit et régulation de l'ubérisation ». Avec la participation de **Henri Hamon**, en charge des questions numériques et des politiques publiques d'innovation à la CCI de Paris, **Maitre Philippe Portier**, avocat associé chez Jeantet Associés, fondateur du blog « DigitLegal » consacré à l'économie collaborative et à la numérisation de l'économie et du droit, de **Teddy Pellerin**, cofondateur de l'application mobile de transport urbain Heetch et de **Pingki Houang**, directeur général de la plateforme de livraison collaborative Stuart.com. Les débats étaient co-animés par le Professeur **Olivier Badot**, Doyen à la recherche ESCP Europe et directeur scientifique de la Chaire et **Michel-Edouard Leclerc**, Président des Centres E.Leclerc et Président de la Chaire E.Leclerc/ESCP Europe.

En guise de préambule, Michel-Edouard Leclerc a confié : « Quand on parle d'économie collaborative, on ne dit pas vers quel modèle on va, si on va vers les Indes ou l'Amérique. Tout ce que l'on sait, c'est qu'il faut prendre le bateau. L'émergence de ces nouveaux acteurs, de ces plateformes collaboratives, les hommes politiques n'en parlent quasiment pas sauf à en citer les noms, ou à pointer les perturbations qu'elles provoquent dans certaines corporations ».



Pr Olivier Badot

## **L'économie collaborative : une économie installée, rentable et promise à exploser**

Michel-Edouard Leclerc constate : « Depuis 17 ans qu'Amazon existe, on se dit qu'Amazon n'est pas capable de dégager un compte d'exploitation positif, ce qui serait impossible dans la grande distribution, pourtant ce modèle déjà « vieux » perdure et prospère ». Education, santé, hébergement, logistique, musique, services à la personne... « Aucun secteur n'échappe à l'essor de l'économie collaborative, et Uber, Drivy, Heetch, Spotify, AirBnB, Blablacar, font partie du paysage des consommateurs », confirme Henri Hamon (CCI de Paris), qui définit l'économie collaborative comme « l'ensemble des pratiques et des modèles économiques organisés en réseaux horizontaux et où une communauté d'utilisateurs peuvent assurer tout à la fois le rôle de producteur, de vendeur et de consommateur ». Un mode de consommation plébiscité car, souligne-t-il, « il présente de nombreux avantages : lutte contre la sous-utilisation des biens et des services, contre le gaspillage des ressources, et source de revenus complémentaires ».



Michel-Edouard Leclerc

Selon les prévisions, le phénomène n'en est qu'à ses débuts. D'ici à 2025, le chiffre d'affaires mondial de l'économie collaborative devrait atteindre 570 milliards d'euros et le nombre de transactions être multiplié par 20 dans les 5 secteurs clés— à savoir le transport (qui représente déjà près de la moitié des revenus totaux de ces cinq secteurs), l'hébergement, le service aux personnes (qui devrait connaître le plus gros essor d'ici à 2025), le service aux entreprises et la finance. Une nouvelle économie qui bénéficie majoritairement aux particuliers qui captent 85 % des revenus.

### **La France : leader de l'économie collaborative mais un cadre juridique, fiscal, social qui reste à construire**

Avec le Royaume-Uni, « la France est l'un des leaders de l'économie collaborative en Europe, pointe Henri Hamon. Huit Français sur 10 sont acteurs de cette économie pour un revenu moyen de 495 euros par an et un CA global qui est passé de 4 milliards d'euros en 2015 à près de 83 milliards d'euros en 2017. A ce jour, l'Hexagone compte quelque 400 plateformes dont plus de 50 startups, représentant un CA global de 3,5 milliards d'euros, soit 23 % du marché mondial ».

Une explosion que « le législateur est bien loin d'avoir anticipé, constate Michel-Edouard Leclerc, et se pose dès lors la question de l'environnement juridique, fiscal et social de cette nouvelle économie ». Pour Maitre Philippe Portier, « la pauvreté des propositions électorales sur le sujet montre à quel point les politiques ont du mal à appréhender le sujet ». Henri Hamon résume les grands enjeux à prendre en compte : « Harmoniser les règles fiscales, adapter notre modèle social, faire évoluer les temps de travail, et accompagner la transition des entreprises traditionnelles vers ces modèles collaboratifs ».

### **Distinguer les différents modèles d'ubérisation**

Avant de légiférer, il reste à s'entendre sur le sens réel de l'ubérisation et à distinguer clairement deux modèles selon Maitre Philippe Portier : un « Uber Pro » dont les acteurs sont des professionnels et une sorte d'« Uber Pop » investi par des particuliers. Si les deux modèles reposent sur les plateformes numériques, dans le premier cas les acteurs - indépendants, auto-entrepreneurs - sont directement en concurrence avec les organisations professionnelles, les corporations et les entreprises traditionnelles. Dans le second cas, il s'agit d'une économie de partage entre particuliers, en théorie à visée non lucrative. Mais ceux-ci finissent par se retrouver également en concurrence avec les professionnels : c'est le cas des VTC contre les taxis, de AirBnB contre les hôteliers, de BlablaCar contre les transporteurs traditionnels... Le bras de fer oppose les corporations et les lobbies contre ces nouveaux acteurs, parfois soutenus par l'opinion publique. Les débats sont d'autant plus vifs qu'on intervient dans un secteur de forte

concurrence. Aujourd'hui, faute de cadre réglementaire clair, les conflits se retrouvent devant les tribunaux qui ont, comme les pouvoirs publics, toutes les peines du monde à trancher.

## **L'économie collaborative : une réponse à un besoin et créatrice d'emplois**

Pour Maitre Philippe Portier, la vraie question à se poser est : « Y-a-t-il ou non concurrence ? ». Frédéric Mazzella et ses comparses ont créé BlaBlacar en 2004 pour répondre à un vrai besoin et n'étaient pas encore en concurrence avec les « autocars Macron », rappelle Teddy Pellerin, cofondateur de l'application mobile Heetch. Créée en septembre 2013, l'application a elle aussi répondu à un besoin : le partage de transport nocturne de 20h à 6h en milieu urbain et péri-urbain. « Cette offre n'était couverte ni par les VTC ni par les taxis, et a créé de la mobilité sur des zones –provinces, banlieues- où il n'y en avait pas et elle a séduit les 18-25 ans et les jeunes de banlieue », raconte Teddy Pellerin. Début 2017, Heetch affichait plus de 500 000 trajets par mois, un chiffre d'affaires mensuel de plus de 6 millions d'euros, et employait 60 personnes. « 80 % de nos utilisateurs avaient moins de 25 ans, 75% des trajets étaient effectués les jeudi, vendredi et samedi soirs, et 70% vers la banlieue », précise Teddy Pellerin, contraint de parler au passé.

Attaquée au pénal fin 2016 pour « complicité d'exercice illégal de la profession de transport » par le Procureur de la République, Heetch s'est retrouvée face à 1 500 taxis qui se sont portés partie civile, « preuve que le secteur est très en crise », commente Teddy Pellerin. Heetch a été condamnée à 600 000 euros d'amende par mois et au versement de dommages et intérêts aux taxis. Trop lourd pour la startup, qui a fait appel mais a du stopper le service. En attendant, Heetch a relancé une offre de VTC « classique » et s'apprête à lancer une nouvelle offre entre particuliers. « L'interdiction de Heetch n'a pas reporté notre public sur les taxis et les VTC, pas plus qu'interdire Airbnb ne ramènerait les jeunes vers les hôtels quand ils vont en vacances », explique Teddy Pellerin.

Stuart.com, elle aussi, a répondu à un besoin sur un secteur très tendu : celui de la logistique du dernier kilomètre. Créée il y a deux ans, l'application mobile de livraison a mis en place une communauté de coursiers géolocalisés indépendants, qui livrent pour le compte de restaurants, de fleuristes, de petites et grosses entreprises. Avec des horaires de livraison non couverts par les transporteurs traditionnels et une flexibilité imbattable. « Avec plus de 1 000 enseignes clientes aujourd'hui, le succès a été plutôt rapide », se félicite Pingki Houang, directeur général de Stuart.com. Rachetée il y a un mois par la Poste, la startup est développée à Paris, Lyon, Londres, Madrid et Barcelone et s'apprête à étendre ses services dans d'autres grandes villes. « Stuart.com a créé des emplois, 100 salariés en CDI, et 5 000 coursiers sont passés sur la plateforme, pour la plupart des auto-entrepreneurs. Ils ont 26 ans d'âge moyen, ce sont des étudiants, des chômeurs, des personnes qui recherchent un complément de revenu ». Pour Pingki Houang, qui rappelle que « 11 000 des 22 000 chauffeurs de VTC en France étaient des demandeurs d'emplois, cette nouvelle économie est créatrice d'emplois ».

## **Les startups françaises handicapées**

Mais entre le partage de frais et la visée lucrative, la limite reste aléatoire et le flou réglementaire freine considérablement l'essor de cette nouvelle économie en France. « Les startups françaises sont handicapées par rapport à leurs homologues européennes », considère Teddy Pellerin qui cite en exemple la Belgique, « premier pays d'Europe à avoir légiféré sur l'économie collaborative en autorisant tout particulier à gagner jusqu'à 5 000 euros par an, toutes plateformes collaboratives confondues, avec une taxe de 10 % prélevée à la source ». Selon lui, s'il faut réglementer, « il faut avant tout conserver la simplicité car c'est l'une des raisons du succès de cette économie collaborative ».

Certes, ajoute Pingki Houang, on ne peut pas faire n'importe quoi mais « il faut partager la valeur et en dépit des craintes et des réticences, au final, dans le futur, c'est forcément le client qui choisira ». Ce que confirme, en d'autres termes plus imagés, Michel-Edouard Leclerc : « Il faut accepter d'inclure ces nouveaux modèles économiques dans le champ de la confrontation pour appréhender nos propres comportements, ne pas rester buté telle la mangouste devant le boa ».



## Liste et thèmes du prochain petits-déjeuner :

- 7 juin 2017 : Les modèles économiques de la société 4.0 : vers une grande rupture

### A propos de la Chaire E.Leclerc/ESCP Europe

*Lancées en avril 2016, les rencontres mensuelles de la Chaire E.Leclerc et ESCP Europe dédiées à l'avenir du commerce dans la société 4.0 sont un lieu de débat et de réflexion approfondie entre les professionnels, les professeurs et les étudiants sur le commerce et la distribution du futur et sur l'impact des nouvelles technologies sur le secteur. Elles sont co-animées par le Professeur Olivier Badot, Doyen de la Recherche ESCP Europe et Directeur Scientifique de la Chaire avec Michel-Edouard Leclerc (Président des Centres E.Leclerc et Président de la Chaire E.Leclerc/ESCP Europe). En savoir plus : [chaire.leclerc@escpeurope.eu](mailto:chaire.leclerc@escpeurope.eu)*

Contact presse : Agence Paymal Network  
 Christophe Paymal – Guillaume Ledin  
[cpaymal@paymalnetwork.com](mailto:cpaymal@paymalnetwork.com) - [gledin@paymalnetwork.com](mailto:gledin@paymalnetwork.com)  
 Tel : 01 48 06 30 60 / 06 11 11 99 94